

MODULE VII

RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS, CONCURRENCE DÉLOYALE ET PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

A Introduction

Ce module porte sur les dispositions de l'Accord sur les ADPIC qui établissent des normes pour la protection des renseignements non divulgués, y compris les données d'essai (article 39 de la section 7 de la Partie II de l'Accord) et des mesures pour le contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences (article 40 de la Partie II de l'Accord sur les ADPIC). Il porte également sur la suppression de la concurrence déloyale, une question qui est spécifiquement visée aux articles 22 (relatif à la protection des indications géographiques) et 39 (relatif à la protection des renseignements non divulgués), et qui est soulevée par la référence à la Convention de Paris à l'article 2 de l'Accord sur les ADPIC: l'article 10*bis* de cette convention établit des normes générales pour la suppression de la concurrence déloyale. Comme toutes les autres sections de la Partie II, ces sections doivent être lues conjointement avec les dispositions pertinentes de certains traités préexistants dans le domaine du droit international de la PI, incorporés par référence dans l'Accord sur les ADPIC. Les différents traités sont mentionnés ci-après. Ce module doit aussi être lu conjointement avec les autres dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC, qui sont expliquées dans d'autres modules (comme ceux qui traitent de la non-discrimination, des moyens de faire respecter les droits de PI et de l'administration de la PI). Chaque fois que cela est approprié, des renvois aux autres modules sont proposés.

B Renseignements non divulgués

La protection des renseignements non divulgués, qui concerne à la fois les secrets commerciaux et les données résultant d'essais communiquées à des organismes publics, n'est pas explicitement couverte par le droit international de la PI préexistant, par exemple la Convention de Paris. Néanmoins, au titre de l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC, la protection de ces renseignements est englobée dans le concept plus général de la protection effective contre la concurrence déloyale, conformément à l'article 10*bis* de la Convention de Paris.

L'article 10*bis* de la Convention de Paris, tel qu'incorporé dans l'Accord sur les ADPIC, oblige les Membres à assurer une protection effective contre les actes de concurrence contraires aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale. Il contient une liste non exhaustive d'actes de concurrence déloyale devant être interdits par les Membres, y compris: tous faits quelconques de nature à créer une confusion par n'importe quel moyen avec l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent; les allégations fausses, dans l'exercice du commerce, de nature à discréditer l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent; et les indications ou allégations dont l'usage, dans l'exercice du commerce, est susceptible d'induire le public en erreur sur la nature, le mode de fabrication, les caractéristiques, l'aptitude à l'emploi ou la quantité des marchandises. La section C plus bas examine la question de la concurrence déloyale et l'article 10*bis* de la Convention de Paris plus en détail.

1. Renseignements non divulgués (secrets commerciaux)

Dans le prolongement de la Convention de Paris, l'Accord sur les ADPIC introduit des obligations spécifiques en matière de protection des renseignements non divulgués. Ainsi, l'article 39:2 oblige les Membres à protéger les renseignements qui:

- soient secrets en ce sens que, dans leur globalité ou dans la configuration et l'assemblage exacts de leurs éléments, ils ne sont pas généralement connus de personnes appartenant aux milieux qui s'occupent normalement du genre de renseignements en question ou ne leur sont pas aisément accessibles;

Les secrets commerciaux ne doivent pas nécessairement n'être connus que d'une ou de deux personnes pour être admis à bénéficier de la protection, mais il ne faut pas qu'ils soient généralement connus du public ou d'autres personnes de la même branche d'activité. Il peut s'agir de renseignements secrets dans leur ensemble, comme par exemple la formule du Coca-Cola, ou de renseignements composés d'éléments qui sont publics, mais dont la compilation ne l'est pas, comme par exemple la liste des clients d'un cabinet d'avocats.

- ont une valeur commerciale parce qu'ils sont secrets;

Dans ce cas, les renseignements ont une valeur commerciale pour le détenteur ou pour ses concurrents, qui serait perdue ou compromise si le secret n'était plus assuré. Par exemple, la formule du Coca-Cola aurait moins de valeur pour cette entreprise si tous les concurrents y avaient accès.

- ont fait l'objet, de la part de la personne qui en a licitement le contrôle, de dispositions raisonnables, compte tenu des circonstances, destinées à les garder secrets.

Ce qui constitue des "dispositions raisonnables" pour préserver le secret des renseignements varie selon les cas, essentiellement en fonction de la nature et de la valeur des renseignements à protéger. Par exemple, un fabricant de produits chimiques doit-il être obligé de recouvrir d'un toit les machines de son usine pour protéger son procédé secret de fabrication de méthanol de toute photographie aérienne? Un tribunal saisi de cette question a jugé qu'une telle disposition serait trop coûteuse pour l'entreprise et qu'elle n'était donc pas raisonnable.

L'article 39:2 dispose que les personnes physiques et morales auront la possibilité d'empêcher que des renseignements licitement sous leur contrôle ne soient divulgués à des tiers ou acquis ou utilisés par eux sans leur consentement "d'une manière contraire aux usages commerciaux honnêtes". La note de bas de page relative à cette disposition précise que cela s'entend au moins des pratiques ci-après:

- rupture de contrat,
- abus de confiance,
- incitation à la rupture de contrat ou à l'abus de confiance,

- acquisition de renseignements non divulgués par des tiers qui savaient que ladite acquisition impliquait de telles pratiques ou qui ont fait preuve d'une grave négligence en l'ignorant.

Contrairement à ce qui se passe pour les autres DPI, comme les brevets et le droit d'auteur, pour lesquels la durée de protection est limitée, les renseignements non divulgués continuent d'être protégés tant que les conditions requises (c'est-à-dire les conditions susmentionnées) sont remplies. En revanche, contrairement à ce qui est prévu pour les brevets, il n'y a pas de protection contre un concurrent qui obtiendrait ces renseignements de manière indépendante.

2. Données résultant d'essais et autres données non divulguées

La plupart des pays exigent que les fabricants de produits pharmaceutiques ou agrochimiques communiquent des données résultant d'essais et d'autres données avant que la commercialisation ne puisse être approuvée, en particulier quand ces produits comportent des entités chimiques nouvelles. Les données pharmaceutiques sont obtenues dans le cadre de nombreux essais précliniques effectués sur des animaux, puis d'essais cliniques sur l'homme, et sont présentées aux organismes publics compétents pour attester l'innocuité, la qualité et l'efficacité des produits. Les données concernant l'efficacité et l'impact environnemental des produits agrochimiques, tels que les pesticides ou herbicides, sont recueillies au moyen de tests sur le terrain et d'essais similaires. Il arrive que l'entreprise établissant les données doive déployer pour cela un effort considérable, le processus étant à la fois long et coûteux. L'Accord sur les ADPIC est le premier instrument international dans le domaine de la PI qui contienne des obligations spécifiques relatives à la protection des données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées qu'il faut présenter pour obtenir l'autorisation de commercialiser des produits pharmaceutiques ou agrochimiques. Cette question est traitée à l'article 39:3, dont le but est d'assurer un équilibre entre des intérêts concurrents. La protection au titre de l'article 39:3 est offerte indépendamment des autres DPI, y compris les brevets. Les Membres sont tenus de protéger les données résultant d'essais, que les produits concernés fassent ou non l'objet de brevets. Les données d'essais peuvent être établies par une entreprise ou une entité complètement distincte du ou des détenteurs d'un ou de plusieurs brevets couvrant l'utilisation du produit en question, et si un brevet est déposé c'est généralement plusieurs années avant la phase principale des essais ou tests qui permettront d'obtenir des données sur la sécurité, l'efficacité et l'impact environnemental.

L'article 39:3 oblige les Membres à protéger les données résultant d'essais ou autres données lorsque:

- ces données n'ont pas été divulguées;
- l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture est subordonnée à la communication de ces données;
- les produits comportent des entités chimiques nouvelles; et
- l'établissement de ces données a demandé un effort considérable.

Deux formes de protection doivent être accordées à ces données en vertu de l'Accord. Premièrement, les Membres protégeront ces données contre l'exploitation déloyale dans le commerce. Deuxièmement, les Membres protégeront ces données contre la divulgation. Une exception est possible dans les cas où la divulgation est nécessaire pour protéger le public, ou si des mesures sont prises pour s'assurer que les données sont protégées contre l'exploitation déloyale dans le commerce.

Une question qui a fait l'objet de nombreux débats est celle de savoir si une autorité de réglementation des produits pharmaceutiques peut se fonder sur les données résultant d'essais fournies par le producteur d'un médicament dans sa demande d'autorisation de commercialisation, pour prouver l'innocuité et l'efficacité de ce médicament, lorsqu'elle octroie l'autorisation de commercialisation pour des versions génériques. Autrement dit, l'autorité de réglementation peut-elle se contenter d'exiger uniquement les données nécessaires pour démontrer la bioéquivalence (ou absorption identique dans l'organisme) de la version générique?

Les Membres ont des points de vue divergents quant à l'obligation de protéger les données résultant d'essais contre l'exploitation déloyale dans le commerce au titre de l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC. Certains pensent que la méthode la plus efficace pour mettre en œuvre cette disposition consiste à accorder à l'entité ayant établi les données une période d'exclusivité raisonnable durant laquelle les autorités réglementaires ne doivent pas se fonder sur ces données pour approuver d'autres versions. D'autres pensent qu'il y a d'autres solutions pour protéger ces données contre l'exploitation déloyale dans le commerce, en dehors des périodes d'exclusivité.

Il n'existe pas de jurisprudence à l'OMC sur cette question, qui a été soulevée dans le cadre de l'affaire *Argentine – Certaines mesures concernant la protection des brevets et des données résultant d'essai* (DS196). Les parties sont parvenues à une solution mutuellement satisfaisante sur d'autres points, mais sur cette question elles sont seulement convenues que les divergences devraient être résolues selon les règles du système de règlement des différends de l'OMC.

C Concurrence déloyale

Comme nous l'avons noté plus haut, les dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives aux IG et aux renseignements non divulgués font référence à la répression de la concurrence déloyale, et les dispositions incorporées du Traité IPIC prévoient le recours à la concurrence déloyale comme un moyen de protéger les schémas de configuration de circuits intégrés. En outre, les dispositions de l'article 10*bis* de la Convention de Paris relatives à la concurrence déloyale sont incorporées dans l'Accord sur les ADPIC, par une référence figurant à l'article 2:1 de cet accord.⁷² L'article 10*bis* 2) de la Convention de Paris dispose que "[c]onstitue un acte de concurrence déloyale tout acte de concurrence contraire aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale".⁷³ L'article 10*bis* 1) impose aux Membres d'assurer aux ressortissants d'autres Membres

⁷² Cela a été clarifié par les groupes spéciaux dans l'affaire *Australie – Emballage neutre du tabac* (DS435, 441, 458, 467). Cette constatation est compatible avec une constatation antérieure de l'Organe d'appel précisant que les "noms commerciaux" sont couverts par la protection requise au titre de l'Accord sur les ADPIC, bien qu'il n'y ait pas de référence spécifique dans la Partie II (voir plus haut le module III, section B1 a)).

⁷³ Voir la discussion dans G.H.C. Bodenhausen, *Guide d'application de la Convention de Paris pour la protection de la propriété intellectuelle, telle que révisée à Stockholm en 1967* (BIRPI, 1969), pages 143 et 144.

une protection effective contre la concurrence déloyale. L'article 10bis 3) couvre d'autres actes spécifiques devant être interdits, à savoir:

- i) tous faits quelconques de nature à créer une confusion par n'importe quel moyen avec l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent;
- ii) les allégations fausses, dans l'exercice du commerce, de nature à discréditer l'établissement, les produits ou l'activité industrielle ou commerciale d'un concurrent;
- iii) les indications ou allégations dont l'usage, dans l'exercice du commerce, est susceptible d'induire le public en erreur sur la nature, le mode de fabrication, les caractéristiques, l'aptitude à l'emploi ou la quantité des marchandises.

Les groupes spéciaux dans l'affaire *Australie – Emballage neutre du tabac* (DS435, 441, 458, 467) ont précisé que la définition d'un "acte de concurrence déloyale" donnée au paragraphe 2 faisait référence à quelque chose qui était fait par un *acteur du marché* pour concurrencer d'autres acteurs du marché d'une manière qui était contraire à ce qui serait usuellement ou coutumièrement considéré comme sincère, loyal et exempt de tromperie *au sein d'un certain marché*. La manière dont les affaires industrielles et commerciales sont usuellement ou coutumièrement réalisées diffère d'un marché à l'autre, de même que les perceptions de ce qui constitue des usages commerciaux "honnêtes" et les critères permettant de le déterminer.⁷⁴

Les groupes spéciaux ont ajouté que l'expression "acte de concurrence" désignait quelque chose qui est fait par un acteur du marché pour concurrencer d'autres acteurs du marché. Les lois et autres instruments qu'un Membre adopte pour réglementer le marché, ou l'environnement réglementaire global à l'intérieur duquel le marché fonctionne, n'équivalent pas en soi à des "actes de concurrence déloyale".

Les groupes spéciaux ont établi en outre que la protection contre la concurrence déloyale sert à protéger les concurrents aussi bien que les consommateurs, en même temps que l'intérêt public. Pour juger de l'"honnêteté" en matière commerciale, il faut tenir compte de tous ces facteurs. Cette approche est compatible avec l'article 7 de l'Accord sur les ADPIC traitant des "Objectifs", qui rend compte de l'intention d'établir et de maintenir un équilibre entre les objectifs sociétaux qui y sont mentionnés. En conséquence, une détermination de ce qui équivaut à un acte contraire aux usages honnêtes en matière commerciale peut, selon les circonstances, refléter une mise en équilibre de ces intérêts.

Le paragraphe 3 de l'article 10bis impose aux Membres d'*interdire* les types d'usages commerciaux malhonnêtes mentionnés dans ses alinéas. Les groupes spéciaux ont précisé que la portée des autres usages en matière industrielle et commerciale contre lesquels un Membre était tenu d'assurer une protection effective en vertu du paragraphe 1 devait être considérée dans le contexte du système juridique et des conceptions de ce qui constituait un acte contraire à ce qui serait usuellement ou coutumièrement considéré comme sincère, loyal et exempt de tromperie au sein du marché intérieur en cause.

⁷⁴ Les groupes spéciaux ont aussi fait observer que "[d]ans les circonstances d'une affaire donnée, les usages honnêtes établis dans les échanges internationales, s'ils sont discernables, devraient [...] aussi éclairer le sens de l'expression "tout acte de concurrence contraire aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale" figurant au paragraphe 2 de l'article 10bis". *Australie – Emballage neutre du tabac*, note de bas de page 5359.

D Contrôle des pratiques anticoncurrentielles

1. Introduction

L'un des éléments importants de l'équilibre global que représente l'Accord sur les ADPIC est la reconnaissance du rôle légitime du droit et de la politique de la concurrence en ce qui concerne les DPI. L'expression "droit et politique de la concurrence" désigne les lois et les politiques connexes qui traitent des pratiques anticoncurrentielles des entreprises (dans certains contextes, on appelle aussi parfois ces lois et/ou politiques "antitrust" ou "antimonopole"). Ces lois visent habituellement les accords anticoncurrentiels et/ou collusoires (cartels), les fusions qui réduisent la concurrence et les abus de position dominante (ou "monopolisation").⁷⁵ Dans certains pays, le droit de la concurrence comprend des dispositions spécifiques concernant l'usage abusif des DPI, et un certain nombre de pays ont établi des lignes directrices sur la politique de la concurrence portant spécifiquement sur la PI.

Il est généralement admis que les systèmes nationaux de PI et l'Accord sur les ADPIC ne vont pas intrinsèquement à l'encontre du droit et de la politique de la concurrence: au contraire, les deux systèmes de réglementation ont les mêmes objectifs généraux – promouvoir une économie dynamique et innovante tout en facilitant une diffusion appropriée des nouvelles technologies, et partant assurer le bien-être de la population. Par exemple, le droit et la politique de la concurrence peuvent servir à prévenir les pratiques collusoires en matière de prix ou le recours à des clauses abusives dans les contrats de licence, qui limiteraient de manière déraisonnable l'accès aux nouvelles technologies ou les utilisations qui peuvent en être faites.

Les DPI ne confèrent normalement pas de "monopole" au sens donné à ce terme dans la politique de la concurrence. Dans la plupart des cas, il existe des substituts pour les produits et technologies qui sont protégés par des DPI. Ainsi, bien qu'il n'y ait pas de norme internationale harmonisée, il est de pratique courante dans les droits nationaux de la concurrence que la simple existence ou l'exercice de DPI ne soient pas, en tant que tels, considérés comme des violations du droit de la concurrence. Dans la pratique, le droit de la concurrence joue un rôle dans les cas exceptionnels dans lesquels il n'y a pas, ou très peu, de substituts proches pour des technologies ou des produits protégés au titre de la PI ou lorsque des droits font l'objet d'un usage abusif délibéré.

2. Aperçu des dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC

Les principales dispositions de l'Accord sur les ADPIC qui concernent l'application de la politique de la concurrence sont l'article 8:2 (qui traite de l'usage abusif des DPI de manière générale, sans faire référence spécifiquement à la politique de la concurrence en tant que telle), l'article 40 (qui traite expressément des pratiques anticoncurrentielles dans les licences), et l'article 31, en particulier 31 k) (qui traite de l'utilisation d'un brevet sans l'autorisation du détenteur du droit, ou du recours aux licences obligatoires pour remédier à des pratiques anticoncurrentielles). Ces dispositions donnent aux gouvernements la possibilité de mettre en œuvre des mesures correctives appropriées face aux pratiques anticoncurrentielles préjudiciables, du moment que ces mesures

⁷⁵ Pour le contexte général, voir "Le commerce et la politique de la concurrence" dans le *Rapport annuel 1997 de l'Organisation mondiale du commerce* (Genève, 1997), chapitre IV.

restent compatibles avec les dispositions pertinentes de l'Accord.⁷⁶ L'article 67 prévoit que l'assistance technique fournie au titre de l'Accord aiderait à remédier contre l'usage abusif des DPI.

L'article 8:2 dispose ce qui suit:

Des mesures appropriées, à condition qu'elles soient compatibles avec les dispositions du présent accord, pourront être nécessaires afin d'éviter l'usage abusif des droits de propriété intellectuelle par les détenteurs de droits ou le recours à des pratiques qui restreignent de manière déraisonnable le commerce ou sont préjudiciables au transfert international de technologie.

Cet article ne mentionne pas expressément les violations du droit de la concurrence, mais mentionne la notion générale d'"usage abusif" des DPI.

L'article 40, quant à lui, fait expressément référence aux pratiques anticoncurrentielles dans les licences, reflétant ainsi les préoccupations liées aux potentiels effets anticoncurrentiels des DPI soulevées dans le cadre des négociations sur les ADPIC. Ainsi, cet article note l'accord des Membres de l'OMC sur le fait que certaines pratiques ou conditions en matière de concession de licences touchant aux droits de propriété intellectuelle qui limitent la concurrence peuvent avoir des effets préjudiciables sur les échanges et entraver le transfert et la diffusion de nouvelles technologies. Pour répondre à cette préoccupation, l'article reconnaît que les Membres ont le droit de prendre des mesures pour empêcher des pratiques ou conditions en matière de concession de licences qui pourront, dans des cas particuliers, constituer un usage abusif des droits de PI ayant un effet préjudiciable sur la concurrence sur le marché concerné. Il donne aussi quelques exemples de pratiques pouvant être traitées comme des usages abusifs, à savoir les clauses de rétrocession exclusives, les conditions empêchant la contestation de la validité et régime coercitif de licences groupées.

Cet article donne aussi aux Membres de l'OMC le droit de demander des consultations avec d'autres Membres en cas de possibles pratiques anticoncurrentielles, et d'obtenir leur coopération par la fourniture des renseignements non confidentiels à la disposition du public et des autres renseignements dont ils disposent, sous réserve de la législation intérieure et de la conclusion d'accords concernant le respect du caractère confidentiel des renseignements. Il prévoit également qu'un Membre dont des ressortissants font l'objet dans un autre Membre de procédures concernant une violation alléguée des lois de cet autre Membre se verra accorder par cet autre Membre, s'il en fait la demande, la possibilité d'engager des consultations.

Les dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives aux brevets reconnaissent l'interaction entre les sauvegardes en matière de concurrence et l'exercice des droits de brevet. L'article 31 établit les conditions détaillées de l'octroi de licences obligatoires, et la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique a confirmé que les Membres avaient "la liberté de déterminer les motifs" pour lesquels les licences obligatoires étaient accordées (voir le module X plus bas). L'article 31 k) confirme que, lorsqu'une licence obligatoire est accordée "pour remédier à une pratique jugée anticoncurrentielle à l'issue d'une procédure judiciaire ou administrative", les Membres ne

⁷⁶ Voir Robert D. Anderson, Anna Caroline Müller et Antony Taubman, "The WTO TRIPS Agreement as a Platform for the Application of Competition Policy in the Contemporary Knowledge-Based Economy: Origins and Prospects", Document de travail de l'OMC (à paraître), qui sera disponible à l'adresse suivante: www.wto.org/workingpapers.

sont pas tenus de remplir deux conditions spécifiques: premièrement, la prescription de l'article 31 b) visant à démontrer que le candidat utilisateur s'est efforcé d'obtenir l'autorisation volontaire du détenteur du droit suivant des conditions et modalités raisonnables dans un délai raisonnable et, deuxièmement, la prescription de l'article 31 f) selon laquelle l'autorisation dans le cadre d'une licence obligatoire soit principalement accordée pour l'approvisionnement du marché intérieur. L'Accord sur les ADPIC permet de tenir compte de la nécessité de remédier à des pratiques anticoncurrentielles dans la détermination du montant de la rémunération due au titulaire du brevet en cas de licence obligatoire.

Ces dispositions laissent en suspens des questions importantes au niveau national. Par exemple, ni l'article 8:2 ni l'article 40:2 n'indiquent que des pratiques spécifiques doivent être traitées comme des usages abusifs et ils ne précisent pas de mesures correctives devant être prises. Ainsi, les dispositions de l'Accord relatives à la politique de la concurrence sont facultatives et non obligatoires. L'Accord ne définit pas un ensemble complet de pratiques en matière de concession de licences de PI pouvant être considérées comme anticoncurrentielles, et l'article 40 donne simplement trois exemples de pratiques possibles. S'agissant de l'octroi de licences obligatoires pour les brevets, cette disposition ne définit pas les normes selon lesquelles les pratiques peuvent être évaluées comme étant anticoncurrentielles. Qui plus est, l'Accord fournit relativement peu d'indications concernant les mesures correctives pouvant être adoptées dans des cas particuliers, à part le fait que toute mesure adoptée doit être compatible avec les autres dispositions de l'Accord.⁷⁷ Dans ce contexte, un certain nombre de pays développés et en développement Membres ont élaboré des directives et des initiatives de promotion concernant l'un ou l'ensemble de ces aspects.⁷⁸

⁷⁷ Voir Anderson, Müller et Taubman, note de bas de page 76 plus haut.

⁷⁸ Voir, par exemple, Département de la justice et Commission fédérale du commerce des États-Unis, *Antitrust Guidelines for the Licensing of Intellectual Property* (US Government Printing Office, 2017), disponible à l'adresse suivante: www.justice.gov/atr/IPguidelines/download; Commission européenne, *Lignes directrices concernant l'application de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des catégories d'accords de transfert de technologie* (2014), disponible à l'adresse suivante: [eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52014XC0328\(01\)&from=FR](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52014XC0328(01)&from=FR); Bureau de la concurrence du Canada, *Lignes directrices sur la propriété intellectuelle* (Ottawa, 2019), disponible à l'adresse suivante: <https://www.bureaudeconcurrence.gc.ca/eic/site/cb-bc.nsf/fra/04421.html>; et Commission japonaise des pratiques commerciales loyales, *Guidelines for the Use of Intellectual Property under the Antimonopoly Act* (2007, révisées en 2016), disponible à l'adresse suivante: www.jftc.go.jp/en/legislation_gls/imonopoly_guidelines_files/IPGL_Frand.pdf. Pour d'autres commentaires, voir Robert D. Anderson, Jianning Chen, Anna Caroline Müller, Daria Novozhilkina, Philippe Pelletier, Nivedita Sen et Nadezhda Sporysheva, "Competition Agency Guidelines and Policy Initiatives Regarding the Application of Competition Law vis-à-vis Intellectual Property: An Analysis of Jurisdictional Approaches and Emerging Directions", Document de travail de l'OMC ERSD-2018-02 du 6 mars 2018, disponible à l'adresse suivante: www.wto.org/english/res_e/reser_e/ersd201802_e.pdf.